

Lire page deux :

Sur la lettre ouverte de la Fédération des Jeunesses

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

Rédacteur en chef : A. Rosmer.

45, BOULEVARD DE LA VILLETTE. PARIS X.

Prix du numéro : 0 fr. 50

Camarade,

as-tu souscrit cette semaine pour la Vérité ?

En Indochine

L'impérialisme massacre

L'impérialisme français développe dans toute l'Union Indochinoise sa répression sanglante. Dans la région du Nord-Annam, le gouverneur Pasquier a créé une colonne mobile « avec mission de parcourir la région et de procéder à l'arrestation des meneurs ». En Cochinchine, « des mesures spéciales sont en voie d'exécution pour empêcher le recrutement par les communistes d'adhérents parmi la pégre des grandes villes ».

Malgré la terreur que sa légion et ses colonnes mobiles sont chargées de porter dans les villages, l'impérialisme n'a pu étouffer l'effervescence révolutionnaire. Toujours dans la région de Vinh le 28 septembre, « attaque » par les révoltés du poste de Nam-Dam et la milice fait usage de ses armes. Le 3 octobre, « attaque » contre la gare de Yen-Xuan.

Accompagnant les exactions, les razzias, les violences de l'occupation militaire renforcée, sévit la répression de la commission criminelle. Cette cour martiale aux ordres des pillards de la colonie, jugera à Haidoung le 23 octobre cent quatre-vingt-treize « conjurés » accusés de « meurtres, de méfaits graves et de complot contre la sûreté de l'Etat ». De nouveaux assassinats.

Les barbaries de la répression déciment les rangs révolutionnaires. Elles n'ont pas raison de l'agitation qui anime et soulève les opprimés. La condition des populations est encore aggravée par la crise qui atteint la production de riz. Les masses travaillieuses condamnées à la sous-consommation permanente verront encore leurs portions diminuer tandis que les propriétaires défendent plus ardemment leurs bénéfices menacés.

La direction du parti paraît consacrer un grand effort maintenant aux campagnes électorales. Il faut que les ouvriers du parti et les jeunes exigent que lors de la prochaine campagne électorale dans un secteur ouvrier, le parti désigne un candidat indochinois, qu'il mène devant les électeurs le procès au grand jour de l'oppression et de l'exploitation de classe en Indochine, de la misère et de l'esclavage des opprimés, des atrocités de la répression et qu'il fortifie la solidarité active qui doit unir le prolétariat du pays et les masses ouvrières et paysannes d'Indochine engagées dans une lutte capitale.

Supercherie stalinienne

La C. E. de la C. G. T. U. ayant décidé d'organiser une campagne de meetings pour la « préparation des luttes ouvrières » avait reçu une offre de collaboration de la direction du parti communiste.

Les dirigeants du parti n'ont pas dû avoir beaucoup d'inquiétude sur le sort de leur proposition. On imagine sans peine qu'à la séance de la C. E. confédérale, où l'offre du B. P. du parti a été « examinée », les membres de la C. E. confédérale ont dû se tenir à quatre pour ne pas éclater de rire à la pensée qu'ils pouvaient oublier que C. E. de la C. G. T. U. et C. C. du parti étaient — sous une étiquette différente — très exactement la même chose.

Mais alors pourquoi la « formalité » qu'est l'offre du B. P. du parti ? A qui espérait-on donner le change ? Et pourquoi la C. E. confédérale a-t-elle eu besoin de dix jours de réflexion pour répondre — on s'en doutait un peu — favorablement.

En réalité, la direction du parti — en vertu du « tournant décisif » — a voulu utiliser la pauvre supercherie de son offre dans l'intention de démontrer qu'elle a le plus grand souci du respect de la légalité syndicale. On lui accordera que cela devait être démontré ; mais il n'est pas sûr qu'elle y parviendra avec des moyens de cette sorte.

Avant le congrès de l'I.S.R., les stalinien, maîtres du parti, racontaient d'innombreables bêtises sur le « rôle dirigeant du parti » jusqu'à le faire proclamer par le congrès confédéral d'octobre ; aujourd'hui, ils feignent de croire et de faire croire qu'il leur suffira d'envoyer une lettre à la C. G. T. U. pour faire la démonstration que la C. G. T. U. n'a pas été — par eux — transformée en une simple annexe du parti.

Il y avait une façon de montrer et de prouver que la direction du parti ne considérait plus que la C. G. T. U. devait être purement et simplement le prolongement du parti. C'était de reconnaître loyalement — et surtout dans les faits — que les tirades sur « le rôle dirigeant du parti », procédaient d'une conception erronée et dangereuse du rôle et des tâches réciproques du parti et des syndicats ; que le « rôle dirigeant du parti », non défini, s'exprime essentiellement par l'activité intelligente et efficace des communistes dans les syndicats plutôt que par les affirmations fanfaronnes. Mais parler ainsi n'est pas dans les cordes de la bureaucratie stalinienne.

Aussi, lorsque Monmousseau, du B. P. du parti, envoya à Monmousseau, du Bureau confédéral de la C. G. T. U., une lettre où il lui demande de collaborer avec lui, il n'apporte que la preuve du crétinisme de la bureaucratie stalinienne.

Dix années d'Internationale Syndicale Rouge

L'internationalisme prolétarien

Parmi les tâches capitales que l'I.S.R. trouva devant elle dès sa création, l'organisation de la solidarité ouvrière internationale figurait au premier rang. Une solidarité réelle, agissante, non pas seulement verbale. Il est facile et agréable de chanter l'Internationale. Autre chose est pour un ouvrier de soutenir et de comprendre qu'il est le frère des ouvriers de tous les pays et d'y conformer son action. Cette solidarité ouvrière internationale est la forme la plus élevée de la conscience de classe. Aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme, quand les barrières nationales éclatent, elle est plus que jamais nécessaire. Sans elle tout développement sérieux de l'action ouvrière est impossible.

Dans ce vaste domaine, l'I. S. R. avait tout à faire. L'organisation syndicale internationale qui existait avant la guerre s'était honteusement effondrée en 1914. Durant son existence relativement courte elle s'était d'ailleurs détournée systématiquement de tout ce qui pouvait mener à l'action internationale. Les chefs syndicaux allemands qui la dirigeaient et y étaient tout-puissants, la maintenaient solidement dans un cadre étroitement corporatif.

L'isolement de la Russie soviétique par le blocus rigoureux des impérialismes coalisés eut pour conséquence de permettre à cette caricature d'Internationale syndicale de se reconstituer la première. Non que l'opération fut facile. Bien au contraire. Quand les chefs syndicaux qui avaient fait la guerre au côté de leurs bourgeoisies se retrouvèrent en présence, ils furent là pas du tout comme des frères mais se classèrent en ennemis, en neutres, toujours sur le plan de la guerre cependant terminée. Cette singulière Internationale était un champ clos où des nationalismes

agressifs se heurtaient. Mais un terrain d'entente devait être trouvé car ces « vainqueurs » et ces « vaincus » avaient une conception fondamentale commune : la même haine du bolchévisme qui les poussait à seconder la bourgeoisie dans sa lutte contre la menace révolutionnaire. Une fois, sous la pression d'éléments de gauche, ils envisagèrent une action ouvrière internationale contre la guerre ; ils parlèrent même de grève générale. Mais cela ne pouvait leur réussir et la tentative ne fut pas répétée. Aujourd'hui, « Amsterdam » est une organisation « internationale » exactement comme le sont le B. I. T. et la Société des Nations, avec lesquels elle est d'ailleurs étroitement liée.

A l'Internationale Syndicale Rouge seule revenait donc toute la tâche de créer une véritable Internationale syndicale. Cette tâche immense, elle dut l'entreprendre dans des conditions difficiles. Des syndicalistes révolutionnaires qui avaient adhéré dès le début, qui avaient même poussé à la création de l'I. S. R., se retirèrent parce qu'ils ne voulaient pas se soumettre aux nécessités de l'action internationale. Ils se retirèrent sur eux-mêmes, sur leur mouvement national, et essayèrent vainement de constituer une autre Internationale. Les chefs réformistes des pays de grande industrie où les syndicats étaient puissants (Allemagne, Angleterre) réussirent à garder la direction par d'habiles manœuvres, tantôt en se déguisant en « gauches » et en faisant des avances à Moscou, tantôt par des coups de force, excluant des syndicats les communistes. Les gouvernements appuyèrent et facilitèrent partout leur activité anticommuniste. Dans plusieurs pays, les syndicats rouges furent mis hors la loi.

(Voir la suite en troisième page.)

Staline prépare une nouvelle victime

La vie du camarade Zinzadzé est menacée

Le camarade K. Zinzadzé est un des plus vieux membres du parti bolchevik auquel il a adhéré en 1903. Aujourd'hui, comme soutien du stalinisme règne le type du « vieux bolchevik » qui, à la suite de la défaite de la Révolution de 1905 et jusqu'à la Révolution de 1917 resta complètement en dehors du mouvement révolutionnaire, qui combattit contre Octobre et n'y adhéra qu'après la victoire.

Lénine proposa autrefois de mettre « aux archives » de tels « vieux bolcheviks ». Contrairement à ces messieurs, le camarade Koté est un vrai bolchevik révolutionnaire. Depuis sa jeunesse, il fut le combattant du parti, agissant selon les circonstances, avec la même certitude et la même audace dans l'emploi de la bombe et de la revolver qu'au moyen du tract et de la parole. Le camarade Koté a subi la prison et la déportation tsaristes. Au moment de la Révolution, il combattit contre l'ennemi de classe dans son Caucase natal où il fut, dans les périodes les plus héroïques, le président de la Tcheka de la Transcaucasie. Depuis 1923 le camarade Koté est dans l'Opposition et il est l'un de ses dirigeants en Caucase. Depuis 1928 il est déporté. La force d'acier du camarade Koté qui a été minée par la prison, la déportation et le travail militant du parti, est devenue cette fois-ci de plus en plus mauvaise. Le camarade Koté souffre d'une forme très aiguë de tuberculose pulmonaire. Les conditions de la déportation stalinienne ont brutalement aggravé sa situation pénible. Les dernières nouvelles parvenues annoncent que sa vie est menacée. Depuis le printemps de cette année, le camarade Koté crachait continuellement le sang ; il a perdu 30 kilos de son poids ; depuis quelques mois déjà, il est cloué au lit. Ses faits parlent d'eux-mêmes. Les amis et les proches du camarade Koté Zinzadzé ont essayé, sans succès, pendant quelques mois de soulever la question de le transporter dans un climat plus favorable (Soukhom). Sous la protection de Staline, les aventuriers et les carriéristes jurent avec la vie du vieux révolutionnaire irréprochable. Ils savent que le camarade Koté est un bolchevik de fer, qu'il ne cédera pas. Ils savent que le camarade Koté, même malade, allié, continue, par l'écrit et la parole, la bataille pour les idées léninistes, contre le stalinisme et la capitulation. C'est pour cela qu'ils le haïssent, c'est pour cela que Staline condamne littéralement à mort le camarade Koté.

Il faut que la protestation des ouvriers communistes dans le parti, dans leurs organisations de classe défende la vie de Zinzadzé, la vie de Christian Rakovsky, l'existence de certaines oppositionnelles qui subsistent les affres de la déportation et des isolateurs, contre la bureaucratie stalinienne qui, en voulant à l'extermination les forces les plus éprouvées de la Révolution, affaiblit la dictature du prolétariat à l'heure où le capitalisme mondial renforce son agression contre l'U. R. S. S.

PROCHAINEMENT la seconde partie de l'étude de Léon TROTSKY Le tournant de l'Internationale Communiste et la situation en Allemagne

Le S. R. I. abandonne les communistes emprisonnés

Les lecteurs de la Vérité connaissent la situation du camarade Pedro Garcia Lavid, communiste espagnol emprisonné par Berenguer. Ils savent aussi que le secrétaire du S. R. I. a été informé de cette situation et que Cordier a alors formellement promis que Garcia Lavid allait recevoir sans retard l'aide nécessaire.

Or des informations qui nous arrivent d'Espagne nous apprennent que ces promesses n'ont pas été tenues. Garcia Lavid est toujours soumis au même régime exceptionnel ; isolement complet avec la seule permission d'écrire une lettre par quinzaine.

Mais ce n'est pas tout. Comme il faut justifier cette attitude scandaleuse et ce manque de parole des dirigeants du S.R.I. on répand de dégoûtantes calomnies au sujet de nos camarades espagnols. On raconte que l'opposition marche la main dans la main avec les socialistes, qu'elle jouit de la bienveillance des autorités gouvernementales, qu'elle peut organiser des réunions, publier un journal, etc... Nous avons à peine besoin de dire que ce sont là de grossiers mensonges et que ce que nous avons écrit à ce sujet est strictement exact. Il n'y a pas que des oppositionalistes dans les prisons de Barcelone ; il y a aussi des communistes du parti, des syndicalistes, des ouvriers arrêtés lors des grèves. Mais ce sont les oppositionalistes qui semblent ici avoir joui d'un régime spécial ; c'est sur eux que la répression gouvernementale s'est abattue la première et ce sont eux seuls qui n'ont pas été autorisés à publier un journal. Les journaux du parti, au contraire, sont publiés légalement et vendus librement. C'est là un fait facilement contrôlable et qui rend plus odieux encore les mensonges répandus pour dissimuler un révoltant sectarisme.

Partant des problèmes opposés par le « tournant français » plus facilement accessible aux ouvriers révolutionnaires nous devons les élargir à l'échelle internationale. Aussi l'opposition qui, dans la 3^e période, a cessé déjà d'être un groupe isolé, détaché du parti et du mouvement ouvrier, pourra y pénétrer plus profondément.

LA CAMPAGNE DU "DUMPING"

Défense de l'U.R.S.S. contre l'agression économique !

L'U. R. S. S. est une nouvelle fois l'objet d'une campagne menée par les gouvernements et la presse capitaliste, à qui les socialistes apportent leur concours. Aujourd'hui, le prétexte est ce que la presse bourgeoise appelle le « dumping » soviétique. Le gouvernement français s'est déjà signalé par des mesures de prohibition dans l'entrée des produits soviétiques et Flaminin a porté la question devant la S. D. N. qui étudiera le mois prochain les mesures propres à faire cesser le « dumping ». Cette question est aussi à l'ordre du jour de la Conférence des Pays de l'Europe Orientale du 14 octobre.

Les conditions graves dans lesquelles se présentent aujourd'hui les attaques impérialistes contre l'U. R. S. S. font un devoir aux communistes d'alerter rapidement le prolétariat pour la défense de l'U. R. S. S. car il n'y a jamais eu, depuis la fin des interventions armées et du blocus, d'agression aussi dangereuse que celle qui a lieu. L'Etat soviétique, engagé dans la réalisation du plan quinquennal, et les Etats capitalistes, aux prises avec la crise économique mondiale, se trouvent dans une situation où les antagonismes se sont exacerbés énormément depuis quelques mois.

L'économie soviétique traverse d'énormes difficultés. Après avoir lutté de 1923 à 1927 contre l'Opposition qui montrait la nécessité de l'industrialisation progressive de l'économie, Staline s'est vu dans la nécessité, pour arrêter les effets de sa politique, d'appliquer précipitamment, avec l'appareil bureaucratique qu'il avait forgé, les mots d'ordre de la gauche communiste. Ce furent alors les lourdes erreurs de la « troisième période », le cours ultra-gauchiste, l'industrialisation et la collectivisation à outrance des campagnes soviétiques qui causa une perturbation et une ruine qu'une rapide retraite n'a pas réussi à réparer. Ce fut enfin l'essai de réalisation du plan quinquennal en quatre ans, véritable tentative d'industrialisation accélérée. Toutes les fautes accumulées par Staline et la répercussion sur l'économie russe des secousses de l'économie capitaliste ont placé l'économie soviétique devant la nécessité impérieuse d'obtenir du plan quinquennal un minimum très sérieux de réalisations.

C'est vers la réalisation aussi complète que possible du plan quinquennal qu'est orientée actuellement l'économie russe. Cela nécessite entre autres d'importants achats d'outillage à l'étranger. Seule la vente des produits russes à l'étranger peut procurer les devises nécessaires à ces achats. L'économie russe pour tenter de réaliser le plan quinquennal est donc obligée, malgré les difficultés intérieures, malgré la raréfaction en Russie d'un grand nombre de produits essentiels, d'exporter.

Les capitalistes n'ignorent pas la situation de l'U. R. S. S. et pour eux le « dumping » n'est qu'une formule habile pour justifier leur tentative de boycottage, destinée à empêcher l'U. R. S. S. de réaliser son plan quinquennal. L'échec de la réalisation du plan quinquennal apparaît alors comme le premier pas vers la suppression du monopole du commerce extérieur, l'ouverture du grand marché russe, la chute du régime soviétique. La situation économique du capitalisme mondial appelle en effet de façon aiguë l'ouverture de nouveaux débouchés ; la libre ouverture du mar-

ché russe offrirait pour un temps une solution à la crise, pendant que la chute du régime soviétique débarrasserait les impérialistes de l'organisation révolutionnaire du prolétariat.

Il ne faut pas s'étonner que dans cette nouvelle croisade antisoviétique l'impérialisme français occupe la première place. D'abord, l'impérialisme français est le soutien de la Petite Entente et les exportations soviétiques de produits agricoles ne tendent pas à améliorer la grave crise agricole des pays de l'Europe Centrale. L'accroissement de la crise agricole dans la Petite Entente lui nuit en ne permettant pas la rémunération du capital investi dans les entreprises industrielles de l'Europe Centrale et restreignant une partie des exportations françaises de produits fabriqués.

Mais surtout le capitalisme français n'a encore que peu souffert de la crise et dispose de moyens financiers considérables. La Banque de France regorge d'or. La Place de Paris rêve de ravir à la Cité britannique le premier rang. Le placement de ces capitaux disponibles pourrait aider puissamment le capitalisme français à surmonter la crise qui l'atteint déjà. Mais, où placer ces capitaux concentrés entre les mains des grandes banques ? Comment utiliser cette situation financière remarquable pour prendre une place privilégiée sur les autres grands impérialismes ? Ce problème délicat n'a pas encore été résolu par l'impérialisme français. Les capitalistes manquent de confiance aussi bien vis-à-vis des entreprises allemandes que des entreprises italiennes ou des entreprises de l'Europe Centrale.

Un fait s'impose : si le marché russe devenait libre, la France, par sa mainmise sur la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, grâce à ses grandes disponibilités financières et à son outillage moderne, pourrait facilement se tailler la première place sur le marché russe, rattrapant et au delà l'avance de certains impérialismes et consolider solidement son hégémonie en Europe.

Les contradictions inhérentes au régime capitaliste nuisent dans une large mesure à la formation d'un front commun de lutte économique contre l'U. R. S. S. Mais il serait criminel de compter sur ces contradictions pour préserver l'U. R. S. S. et le prolétariat mondial des dangers très graves qui les menacent. C'est en pleine crise de l'économie capitaliste, au moment où des milliers de chômeurs souffrent dans les principaux pays, où une répression inouïe maintient le prolétariat sous le talon de fer du capital, que celui-ci cherche une nouvelle fois à provoquer la chute du régime soviétique. Cette tentative du capitalisme se retournera contre lui si l'U. C. sait entraîner le prolétariat à réagir pour empêcher un nouveau blocus ou une action militaire. Mais la situation commande davantage encore. Il faut mobiliser le

(La suite en quatrième page.)

La « Vérité » en danger immédiat

L'appel que nous adressons chaque semaine à nos lecteurs ne rencontre pas suffisamment d'échos. La souscription de cette semaine n'est assez copieuse que par suite de quelques grosses souscriptions. Celle-ci sont rares et nous ne pouvons compter que sur les efforts plus restreints mais réguliers de la plupart de nos amis. Un grand nombre de nos amis n'ont pas encore envoyé une contribution. Nous leur demandons de répondre sans tarder, s'ils ne veulent pas nous obliger à cesser la parution hebdomadaire et à ne paraître que deux fois par mois.

La vie de la Vérité dépend dans les jours qui viennent des efforts de tous nos amis.

1) SOUSCRIRE fréquemment et régulièrement. Nous demandons à tous ceux qui le peuvent d'imiter l'exemple de quelques camarades de Paris qui versent cinq francs par semaine.

2) S'ABONNER. Les abonnements sont les plus importantes de nos ressources. Chaque abonné doit nous amener un abonné nouveau, chacun de nos lecteurs doit s'abonner.

Il faut aussi souscrire des abonnements d'essai de trois mois à cinq francs parmi les militants des organisations révolutionnaires.

3) DEVELOPPER la vente de la Vérité. Jusqu'à présent, la vente n'est bien organisée que dans quelques villes (Tours, Halluin, Lyon, etc...); mais dans bien des endroits, les possibilités ne sont pas épuisées. Chaque camarade doit s'en préoccuper.

Chacun de nos amis doit se préoccuper de trouver d'une façon suivie une partie des ressources dont le journal a besoin : en souscrivant chaque semaine, en faisant souscrire, en recueillant des abonnements, en organisant une vente. Si vraiment un nombre sérieux de ceux qui travaillent avec nous et soutiennent notre action font cet effort, la Vérité n'aura pas à subir un recul que nous ferons tout pour éviter.

Il faut agir.

